

que cet argent, elle a reçu un bien autrement précieux et que nous ne pourrions lui ravir : je veux dire les travaux et l'incomparable dévouement de son principal, Sir William Dawson.

“ J'ai écouté avec un vif plaisir le discours de mon ami le surintendant de l'instruction publique de Québec. M. Ouimet a un avantage que je n'ai pas, celui d'être en dehors de la politique, c'est un grand bonheur en matière d'éducation. Je ne puis pas me plaindre de ce qui se fait dans ma province, mais j'espère que si jamais nous devons changer, je pourrai un jour profiter de l'indépendance dont il a lieu d'être si fier.

“ Dans le conseil de l'instruction publique de Québec, vos deux comités agissent avec un tact, une prudence et une assiduité qui assurent à tous les plus grands avantages, aux catholiques comme aux protestants, aux Anglais comme aux Français, c'est pourquoi je crois devoir faire partager les compliments que je viens de vous adresser à M. Keneker, le chancelier de notre Oxford canadien.

“ Je ne connais pas beaucoup l'histoire de l'éducation catholique dans la province de Québec ; aussi, suis-je heureux de voir que notre collègue, M. l'abbé Verrean, s'est inscrit au nombre de nos conférenciers pour éclairer ceux qui, comme moi, ignore cette page de notre histoire. Mais il me sera bien permis de me demander : devons-nous avoir une éducation provinciale ou nationale (1).

“ Je n'ai aucune peine à déclarer et vous savez comme moi que la Confédération n'est pas aussi solidifiée qu'elle devrait l'être au-

jourd'hui. Nous manquons d'un sentiment et d'une vie nationale, c'est un aveu que tout vrai patriote doit se faire.

“ Pour notre part, nous avons tenté, l'année dernière, de créer un lien de plus entre notre population prise dans ses éléments les plus vivaces. C'est cet ordre d'idées qui nous a fait choisir comme centre d'action Montréal, la capitale du Canada-Uni.

“ N'oublions pas que 20,000 instituteurs canadiens unis sont une force qui peut donner à notre Canada l'unité qui lui manque. Vingt mille instituteurs qui pendant 200 jours par année pétrissent la moelle intellectuelle de notre génération, doivent être capables d'accomplir l'œuvre que nos législateurs ont été impuissants à mener à bonne fin.

“ Pour cela, ne perdons pas de vue le but national que nous nous imposons.

“ Vous, maîtresses et institutrices, prenez les enfants confiés à vos soins, emmenez-les en face de la carte de notre beau pays, montrez leur cette immense étendue de l'un à l'autre océan ; chaque jour ramenez leur idée à cette contemplation grandiose et les Canadiens que vous aurez instruits sauront, vingt ans plus tard, faire taire leurs dissensions de race, d'origine et d'idées.

Elevez la jeunesse dans ces deux grands principes que l'éducation d'un peuple libre doit être à la fois démocratique et aristocratique : démocratique par la largeur des idées ; aristocratique, par l'élévation de sentiments.”

Après ce discours, MM. Inch, Dr McKay et Sinclair, firent les dernières réponses.

(A suivre.)

PARTIE PRATIQUE

I

DICTÉE

L'AVENIR

En vain l'orage passera sur les générations qui naissent ou vont naître ; en vain l'erreur et le mensonge travailleront pour perpétuer le désordre affreux que certains

(1) La difficulté des écoles séparées du Manitoba et la récente décision du Conseil privé nous disent d'être prudent ; c'est au nom de l'unité nationale que M. Greenway a commis l'iniquité que tous les esprits justes déplorent.

Certes, nous sommes pour une éducation nationale, mais non telle que certains francophobes la désireraient. Suivant un grand nombre de Canadiens-anglais, il n'y a pas d'unité canadienne possible sans l'abdication, de notre part, de nos institutions, de notre langue et de nos droits. A ce compte là, jamais ! Nous devons dire, néanmoins, que nous n'avons aucune raison de suspecter les intentions de l'honorable M. Ross qui s'est montré l'ami généreux de nos compatriotes dans la question des écoles séparées d'Ontario.